

Inquiétudes et leçons à retenir

Par Robert Bernier, professeur en physique

Nous sortirons de tout ça à la fois appauvris et enrichis. Appauvris économiquement individuellement et collectivement. Enrichis socio-politiquement par quelques leçons, si nous avons la décence de les retenir.

Les effets de ce qui se passe sur nos économies m'inquiètent au plus haut point. Combien de familles étaient déjà à la merci d'un chèque manquant? Je salue l'appel que nos gouvernements ont fait à l'endroit des institutions financières : soyez patientes. Il n'empêche que tout le monde aura pris un sérieux revers financièrement et que ce sera perdu pour de bon. Tout repartira, mais d'un plancher abaissé. Et les conséquences pour chacun pourront s'étirer sur de nombreuses années et même éventuellement affecter le futur de nos enfants.

Je pense aussi, avec encore plus d'angoisse, aux petites entreprises, les PME et les TTE, qui se verront obligées de fermer : les manques à gagner actuels ne se transformeront pas en avalanches de commandes au sortir de cette épreuve. Combien d'entre elles se verront dans l'obligation de se vendre à plus gros pour au moins profiter de la relance? Et, comme les plus gros ont d'autres façons de fonctionner et de penser, quel impact tout ceci aura-t-il sur la culture entrepreneuriale ici au Québec? Souhaitons que nos gouvernements acceptent de faire des prêts sans intérêts et avec des contrats de remboursement étendus sur suffisamment d'années pour ne pas étrangler les petits. On a déjà tellement donné aux gros. Les gouvernements se tournent même de plus en plus vers l'idée de subventions non remboursables.

Mais, il ne faut pas se le cacher, les suites de ces générosités que j'appelle pèseront lourd sur nos finances publiques. Les dizaines de milliards qui seront allongées par notre gouvernement provincial, les centaines au fédéral, devront être remboursées. Mais les États se retrouveront-ils devant une difficulté à négocier sur les marchés financiers? Serons-nous tous menacés comme l'a été la Grèce il n'y a pas si longtemps? L'argent et les dettes sont, *in fine*, affaires de confiance mutuelle.

Ceci m'amène à parler du sujet de la mondialisation qu'on accuse facilement en ce moment d'être la source de tous les maux. Ce que nous vivons présentement devrait entraîner à une autre sorte de mondialisation: celle de l'établissement d'un niveau transnational pour discuter intelligemment des grandes décisions politiques qui entraîneront des conséquences pour tous. On ne peut pas faire autrement pour, par exemple, s'attaquer aux GAFAM, aux paradis fiscaux ou à la négociation financière devant les dettes accumulées. Espérons que nos populations et nos gouvernements auront la sagesse de voir dans cette pandémie l'opportunité qu'elle offre de

recalibrer les relations entre nations, qui se sont sévèrement effritées depuis l'entrée en scène du dangereux personnage qu'est Donald Trump ou depuis le *Brexit* qui menace l'Europe de délitement. La mondialisation ne disparaîtra pas. Mais elle devra prendre un tournant, tournant dans lequel le *dumping* fiscal et les évasions fiscales ne devraient plus avoir cours car ils causent une dangereuse forme de compétition à l'internationale. Le capitalisme ne disparaîtra pas, mais sa forme actuelle de capitalisme financier prédateur ultra-libéral devra s'estomper et les États ne devront plus hésiter à le réguler: ça se faisait il n'y a pas si longtemps, avant les Thatcher et Reagan. Lisez Piketty.

La mondialisation va reprendre et demeurer. Ça a commencé aussi loin qu'avec l'époque des Grandes Découvertes. Et ça n'a pas que du mauvais. Voltaire, dans ses lettres philosophiques, écrivait: "Entrez dans la Bourse de Londres, cette place plus respectable que bien des cours ; vous y voyez rassemblés les députés de toutes les nations pour l'utilité des hommes. Là, le juif, le mahométan et le chrétien traitent l'un avec l'autre comme s'ils étaient de la même religion, et ne donnent le nom d'infidèles qu'à ceux qui font banqueroute ; là, le presbytérien se fie à l'anabaptiste, et l'anglican reçoit la promesse du quaker." Par ailleurs, la division du travail, comme Adam Smith l'a montré en premier, entraîne à une utilisation plus rationnelle des matières premières, de même que du potentiel des personnes. Et cela demeurera.

Oui, la mondialisation reprendra. Mais du renouvellement est souhaité. Par exemple, les États ne peuvent plus laisser quelques grandes multinationales faire comme si aucune loi des impôts ne s'appliquait à elles. Les États ne peuvent plus en laisser d'autres s'instaurer en paradis fiscaux. Quand la reprise pointera, les États devront pouvoir s'entendre entre eux, pacifiquement, pour gérer les dettes accumulées partout par les uns et les autres: il ne devrait plus être possible de faire, pour aucun État, ce qu'on a fait à la Grèce. Par contre, il s'entend bien que chaque État, donc chaque population, devra comprendre le sens philosophique du mot "prudence" en économie.

Du côté donc des leçons à retenir. La crise de 2008 nous l'avait déjà montré. Ce qui se passe cette année à travers le monde nous le confirme de façon absolument magistrale. L'ÉTAT EST LÀ POUR RESTER. Les penseurs de l'école de Chicago et leurs émules à la Maxime Bernier ici n'ont qu'à aller se rhabiller. En 2008-2009, les banques nationales ont dû se saigner à blanc pour sauver les « *too big to fail* » et tant de magouilleurs de tous ordres. Cette année encore, les gouvernements, i.e. les contribuables, i.e. vous et moi, allons encore nous saigner à blanc pour empêcher l'économie mondiale de s'effondrer. J'espère que nous nous en rappellerons la prochaine fois qu'un Donald Trump ou un Boris Johnson ou un Maxime Bernier appellera au démantèlement de l'État.

Et ce que nous aurons appris sur notre capacité collective à désarmer un ennemi invisible, il faudra ensuite l'appliquer à l'autre crise, celle de l'urgence climatique. Par exemple, comme nos gouvernements vont partout sur la planète inonder le marché d'une masse monétaire impressionnante pour remettre l'économie en marche, il serait on ne peut plus pertinent que des exigences sérieuses soient rattachées à ces argents : que tout cet argent soit envoyé dans la direction de la nouvelle économie, une économie éthique envers les travailleurs et respectueuse de l'environnement. Et, du point de vue individuel, pourquoi ne pas en profiter pour (ré)apprendre à vivre heureux avec une consommation diminuée?

Nous sommes appelés à une sorte de *carpe diem* au point de vue de nos arrangements socio-politiques et ce à tous les niveaux, du local à l'international. Cette pandémie, aussi terrible soit-elle, est aussi une magnifique opportunité à saisir.